



Guide d'utilisation de la
**Formule canadienne normalisée de contrat
entre architecte et expert-conseil**

DOCUMENT NEUF

2018 Édition

L'institut royal
d'architecture
du Canada

La Formule canadienne normalisée de contrat entre architecte et expert-conseil, Document Neuf, édition 2018, ainsi que le présent Guide, ont été préparés par le Comité d'aide à la pratique de l'Institut royal d'architecture du Canada :

- John Peterson, OAA, FRAIC Chairperson
- James Anderson, OAA, AIBC, AAA, SAA, MAA, NBAA, NSAA, PEIAA, NFAA, MRAIC
- Douglas Clancey, OAA, FRAIC
- Lawrence Dressel, SAA, FRAIC
- Ted DuArte, Lic.tech. Oaa, MRAIC
- François Hogue, OAQ, FIRAC
- Pierre Gallant, AIBC, AAA, FIRAC
- Rodney Kirkwood, NWTAA, MRAIC, (former Chairperson)
- Rick MacEwen, OAA, NSAA, AANB, FRAIC
- Brian Oakley, AAA, FRAIC
- Justoin Saly, AAA, MRAIC
- Joseph Zareski, NSAA, MRAIC

Geza Banfai, CS, conseiller juridique

Herb Guhl, rédacteur-conseil

France Jodoin, traductrice agréée

Jason Robbins, MAA, MRAIC, agent de liaison du conseil d'administration de l'IRAC

Donald Ardiel, OAA, MRAIC, , directeur, Aide à la pratique

Le Comité d'aide à la pratique de l'IRAC remercie les représentants de maîtres d'ouvrage, les assureurs, les ordres d'architectes provinciaux et les autres parties intéressées qui lui ont fait parvenir leurs commentaires pour l'élaboration de la Formule canadienne normalisée de contrat pour les services de l'architecte, Document Six, 2017, sur laquelle est basée la Formule canadienne normalisée de contrat entre architecte et expert-conseil 2018:

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">• Alberta Association of Architects• Association des architectes du Nouveau-Brunswick• Architectural Institute of British Columbia• Association des firmes de génie-conseil – Canada• Brookfield Properties• Cadillac Fairview• Association canadienne du personnel administratif universitaire• Comité canadien des documents de construction• Ministère des Services communautaires et gouvernementaux, gouvernement du Nunavut• Consulting Architects of Alberta• Construction de Défense Canada• Encon Group Ltd• Fonds des Architectes• Ministère de la Voirie et des Travaux publics, gouvernement du Yukon• Immobilière Industrielle-Alliance• Magil-Laurentienne | <ul style="list-style-type: none">• Manitoba Association of Architects• Nova Scotia Architects Association• Ontario Association of Architects• Ordre des architectes du Québec• Prince Edward Island Association of Architects• ProDemnity Insurance Company• Ministère des Travaux publics et des Services, gouvernement des Territoires du Nord-Ouest• Municipalité régionale de Durham• Saskatchewan Association of Architects• Shared Services, BC• Stantec Professional Services• Ministère des Transports et de l'Infrastructure, province du Nouveau-Brunswick• Université de la Colombie-Britannique• Université de Toronto• XLCaitlin Insurance Company SE |
|---|---|

2018 English Edition – ISBN Book: 978-0-919424-67-8

2018 English Edition – ISBN Electronic Book: 978-0-919424-68-5

2018 Édition française – ISBN Book: 978-0-919424-69-2

2018 Édition française – ISBN Electronic Book: 978-0-919424-70-8

Table of Contents

Objet1

Format1

Droit d'auteur2

Convention.....3

Définitions 9

Conditions générales 11

Objet

La présente formule normalisée de contrat est conçue pour la conclusion d'un contrat entre un architecte et un expert-conseil engagé par l'architecte lorsque l'architecte a lui-même été engagé par le client en vertu d'un Document Six de l'IRAC, édition 2017, la Formule canadienne normalisée de contrat pour les services de l'architecte.

Le Document Neuf n'est pas un contrat distinct. Il ne peut pas être utilisé sans qu'un contrat principal (entre le client et l'architecte) ait été conclu. De plus, contrairement à la version antérieure du Document Neuf, cette troisième édition du Document Neuf ne peut être utilisée avec un autre contrat principal que celui qui est conclu en vertu d'un Document Six de l'IRAC, édition 2017. Ce contrat principal doit d'ailleurs être joint au présent contrat en tant qu'Appendice 1.

Le guide d'utilisation de ce contrat vise à aider l'architecte et les experts-conseils engagés par l'architecte à comprendre le Document Neuf et à remplir la formule de convention et les annexes.

Le Document Neuf est conçu principalement pour être utilisé lorsque l'architecte engage des experts-conseils qui sont des professionnels de la conception, les ingénieurs en structure, en mécanique et en électricité étant les plus courants. D'autres experts-conseils peuvent aussi être engagés en vertu du Document Neuf, notamment des designers d'intérieur, des ingénieurs civils, des ingénieurs en acoustique, des architectes paysagistes, d'autres architectes et bien d'autres types de spécialistes. Ce contrat peut aussi être utilisé pour des experts-conseils qui ne sont pas nécessairement des professionnels de la conception. Il est recommandé de conclure des contrats écrits avec tous les experts-conseils engagés par l'architecte.

Format

Cette édition du Document Neuf se présente dans un format qui s'apparente le plus possible à celui du Document Six. Les dispositions du présent Document Neuf sont réputées « dériver » de celles du Document Six, lorsqu'elles s'y appliquent ou elles sont explicitement reformulées pour convenir au contexte du présent contrat.

La partie Convention de ce contrat comprend les renseignements de base et les variables qu'il faut remplir pour chaque contrat. Elle est fournie dans un format qui facilite les modifications. Les lignes en blanc indiquent les endroits où il faut insérer des renseignements. Elles peuvent être supprimées ou modifiées pour convenir au texte inséré, mais ne supprimez ou n'ajoutez aucun article qui aurait pour effet de modifier la numérotation. La numérotation doit demeurer inchangée, parce que les Conditions générales font référence à certains articles de la Convention selon leur numéro.

À la différence de l'édition antérieure du Document Neuf, le présent contrat ne prévoit pas l'ajout « d'autres conditions » à la Convention. Il est prévu que la Convention soit utilisée substantiellement dans le format fourni (remplissez seulement les blancs). Les Définitions et les Conditions générales de ce contrat sont établies pour être utilisées sans aucune modification. S'il faut apporter des modifications, il faudra le faire au moyen de « Conditions supplémentaires » au Document Neuf, qui établissent clairement tous les ajouts, les suppressions ou les modifications au texte normalisé. Les conditions supplémentaires, s'il y a lieu, doivent être le moins nombreuses possible, en reconnaissance du fait que cette formule normalisée de contrat est le reflet des meilleures pratiques recommandées par l'industrie. Il est d'ailleurs conseillé aux parties de solliciter les conseils de leur avocat ou de leur assureur si elles envisagent de modifier les Définitions ou les Conditions générales.

Les autres dispositions particulières aux services devant être rendus en vertu du présent contrat doivent être traitées dans l'Annexe A – Services de l'expert-conseil. À la différence de l'édition antérieure du Document Neuf, l'utilisation d'une Annexe A est maintenant essentielle.

Cette formule normalisée de contrat comprend quatre différentes annexes qui s'appliquent respectivement aux services de l'expert-conseil en structure, en mécanique, en électricité et dans une autre discipline. Choisissez l'Annexe appropriée et remplissez-la pour décrire les services selon le niveau de détail considéré comme approprié. Les quatre Annexes portent le titre « Annexe A », en présumant que dans la plupart des cas une seule annexe sera incluse à un contrat donné du Document Neuf et sera donc une Annexe A, dans chaque cas. Toutefois, dans l'éventualité où le même expert-conseil fournit plus d'un type de services d'expert-conseil (p. ex., les services en mécanique et en électricité), il est recommandé d'utiliser des Annexes distinctes, mais en renommant les annexes additionnelles Annexe B, C, etc.

Les services fournis par l'expert-conseil pendant toutes les phases doivent être compatibles avec les services sur lesquels l'architecte et le client se sont entendus en vertu du contrat principal comme étant les services nécessaires. Les services de l'Annexe A du présent contrat sont basés sur des dispositions semblables et comprennent des dispositions semblables à celles de l'Annexe A du contrat principal pour chaque phase des services. L'architecte et l'expert-conseil doivent s'assurer qu'ils ont une même compréhension de l'étendue des services que doit fournir l'expert-conseil. Cela est particulièrement important pour la phase de la construction, car les services requis de l'expert-conseil pendant cette phase peuvent avoir une plus grande portée et comprendre plus de services professionnels que ce que suppose le terme « surveillance générale » tel que défini par l'Association des firmes de génie-conseil | Canada.

Droit d'auteur

L'IRAC détient le droit d'auteur de ce document et de tous les documents contractuels nationaux normalisés de la profession d'architecte au Canada. Les utilisateurs peuvent télécharger gratuitement le Document Six à partir du site Web de l'IRAC, à www.raic.org. Toutefois, pour obtenir l'autorisation d'utiliser le Document Six pour un contrat donné, les utilisateurs doivent apposer un sceau d'autorisation sur la page couverture de chaque exemplaire du contrat qui comprend une signature originale. Généralement, il faudra apposer deux sceaux d'autorisation pour chaque contrat – un sur la copie originale conservée par le client et un sur la copie originale conservée par l'architecte. Il est permis de conserver des photocopies d'un contrat dans les dossiers.

Les sceaux d'autorisation peuvent être commandés en ligne, à partir du site Web de l'IRAC, ou par téléphone ou par la poste. Les revenus tirés par l'IRAC de la vente des sceaux d'autorisation servent au maintien et à la publication de ce document et d'autres formules de contrat normalisées.

Agreement

Article A1

A1 La présente convention est conclue le : _____
(Date)

Inscrire la date à laquelle une entente est intervenue. Il peut s'agir de la date à laquelle une entente verbale a été conclue; la date à laquelle le contrat a été soumis à l'expert-conseil; la date à laquelle l'architecte a autorisé l'expert-conseil à aller de l'avant pour une première fois; ou la date à laquelle le contrat est officiellement signé par une ou par les deux parties. Cette date peut aussi être à la date du début de la prestation des services aux fins du contrat.

Article A2 and A3

A2	entre l' <i>architecte</i>	_____ (Nom) _____ (Adresse) _____ _____ (Courriel) (Télécopieur)
A3	et l' <i>expert-conseil</i>	_____ (Nom) _____ (Adresse) _____ _____ (Courriel) (Télécopieur)

Inscrire le nom légal complet et l'adresse de l'architecte et de l'expert-conseil. Les adresses fournies ici seront utilisées pour l'envoi des avis officiels prévus dans la présente convention.

Article A4

A4 pour des *services* professionnels relatifs à
cette partie du projet : _____

L'expression « cette partie du projet » est le terme défini utilisé dans le présent contrat pour faire référence aux éléments, systèmes ou composantes du projet auxquels s'appliquent la discipline ou les qualifications de l'expert-conseil et pour lesquels les services sont fournis. Indiquer l'élément, le système ou la composante applicable du projet en termes généraux. P. ex., structure, mécanique, électricité, etc. Utilisez l'Annexe A pour décrire plus en détail « cette partie du projet » et la portée des services qu'elle comprend.

Article A5

A5 L'*architecte* a conclu un contrat avec le *client* :

(Nom)

(Adresse)

Inscrire le nom et l'adresse du client de l'architecte pour le projet.

Article A6

A6 relativement au *projet* suivant : _____

Inscrire le nom du projet.

Article A7

A7 Le contrat avec le *client* mentionné à l'article A5, pour le *projet* mentionné à l'article A6, est qualifié ci-après de *contrat principal*.

Article A8

A8 Une copie du *contrat principal*, y compris les annexes applicables, est jointe au présent contrat en tant qu'Appendice 1 et fait partie du présent contrat. Les dispositions de ce contrat relatives aux honoraires peuvent être supprimées de cette copie.

Il faut toujours joindre une copie du contrat principal au présent contrat. Les dispositions d'ordre financier ou les autres renseignements confidentiels peuvent en être retirés.

Article A9

- A9** Sauf s'il en est expressément prévu autrement dans le présent contrat, et dans la mesure dans laquelle les dispositions du *contrat principal* s'appliquent à *cette partie du projet* :
- .1 l'*architecte* assume envers l'*expert-conseil* toutes les obligations que le *client* assume envers l'*architecte* en vertu du *contrat principal*,
 - .2 l'*expert-conseil* assume envers l'*architecte* toutes les obligations que l'*architecte* assume envers le *client* en vertu du *contrat principal*,
 - .3 l'*architecte* bénéficie de tous les droits dévolus au *client* en vertu du *contrat principal*,
 - .4 l'*expert-conseil* bénéficie de tous les droits dévolus à l'*architecte* en vertu du *contrat principal*.

Les services fournis à l'architecte par l'expert-conseil font partie des services que l'architecte s'est engagé à fournir au client en vertu du contrat principal. En conséquence, cet article prévoit que les dispositions du présent contrat « dérivent » du contrat principal.

Article A10

A10 L'expert-conseil fournira les services décrits à l'Annexe A – Services de l'expert-conseil.

L'Annexe A – Services de l'expert-conseil doit toujours être jointe au présent contrat et en faire partie. Utilisez l'Annexe A pour décrire les services que devra fournir l'expert-conseil avec tous les détails nécessaires.

Article A11

A11 Les *sous-experts-conseils* suivants seront engagés par l'expert-conseil :

_____	_____
_____	_____

Indiquer ici les noms de tous les sous-experts-conseils engagés par l'expert-conseil et connus au moment de la signature de la présente Convention. Il est important que l'architecte et l'expert-conseil s'assurent que les modalités de toutes les ententes avec les sous-experts-conseils soient compatibles avec les modalités du présent contrat et que tous les sous-experts-conseils détiennent une couverture d'assurance responsabilité professionnelle appropriée.

Article A12

A12 Les honoraires pour les services, à l'exclusion de toutes taxes à la valeur ajoutée, sont établis selon une ou plusieurs des méthodes suivantes, comme indiqué à l'Annexe A – Services de l'expert-conseil.

- .1 La méthode à forfait, le montant forfaitaire s'établissant à _____ \$.
- .2 La méthode à pourcentage, le pourcentage étant établi à _____ % du *budget de construction*, de l'*estimation du coût de construction* et du *coût de construction*, comme décrit à la clause CG 13 – Honoraires à pourcentage.
- .3 La méthode horaire pour le personnel engagé par l'expert-conseil ou les *sous-experts-conseils de l'expert-conseil*, selon les taux indiqués à l'Annexe C – Taux horaires.
- .4 Autre méthode :

Cet article prévoit les trois méthodes d'établissement des honoraires les plus courantes pour la rémunération des services de l'expert-conseil. Inscrire ici les renseignements requis et rayer les clauses qui ne s'appliquent pas. La méthode d'établissement des honoraires sera généralement la même que celle de l'architecte en vertu du contrat principal, mais ce ne sera pas nécessairement toujours le cas. S'il est envisagé de rémunérer l'expert-conseil selon une combinaison des trois méthodes, ou même selon une autre méthode, le décrire en détail au point A12.4 Autre méthode

Article A13

A13	Le paiement des honoraires forfaitaires ou à pourcentage sera réparti selon les phases des <i>services</i> , comme suit :	
.1	Études préconceptuelles :	_____ %
.2	Esquisse du projet :	_____ %
.3	Projet préliminaire :	_____ %
.4	Projet définitif :	_____ %
.5	Appel d'offres ou négociations :	_____ %
.6	Construction :	_____ %
.7	Après-construction :	_____ %
	Total :	100 %

Cet article prévoit la distribution des honoraires forfaitaires ou à pourcentage de l'expert-conseil pendant les phases traditionnelles de la réalisation d'un projet. La distribution sera généralement la même que celle de l'architecte en vertu du contrat principal, mais ce ne sera pas nécessairement toujours le cas. Inscrire les pourcentages convenus par les parties. Supprimer toutes les phases qui ne s'appliquent pas aux services.

Article A14

A14 Les *frais remboursables* seront payés selon l'Annexe B – Frais remboursables.

S'il est prévu que l'expert-conseil ait des frais remboursables, joindre une Annexe B dûment remplie. Les dispositions relatives aux frais remboursables seront généralement les mêmes que celles de l'architecte en vertu du contrat principal, mais ce ne sera pas nécessairement toujours le cas.

Article A15

A15 À la conclusion du présent contrat, l'*architecte* paiera à l'*expert-conseil* une avance d'honoraires au montant de _____ \$, et ce montant sera déduit de la dernière facture de l'*expert-conseil*.

S'il est prévu de verser une avance sur les honoraires, indiquer le montant ici. Dans le cas contraire, indiquer « S. O. », « zéro » ou « 0,00 \$ ».

Article A16

A16 L'*expert-conseil* préparera des factures d'honoraires et de *frais remboursables*, comprenant les *taxes à la valeur ajoutée*, conformément à la clause CG 12.1 – Factures. Les factures seront présentées tous les mois, sauf si l'*architecte* et l'*expert-conseil* en conviennent autrement.

Ce contrat reconnaît que le paiement est relié à la réception du paiement du client par l'architecte et prévoit en conséquence une approche reposant sur le « paiement après avoir été payé ». L'architecte et l'expert-conseil devraient s'entendre sur un paiement dans un nombre de jours raisonnable suivant la réception par l'architecte du paiement du client. Dans certaines provinces ou territoires, ce délai peut être dicté par une législation sur le paiement rapide qui aurait préséance sur les dispositions du présent contrat. Inscrire le nombre de jours convenu par les parties.

Article A17

A17 L'*architecte* enverra une facture au *client* au nom de l'*expert-conseil* en vertu du *contrat principal* et paiera la facture de l'*expert-conseil* dans le délai prescrit par la loi à l'*emplacement de l'ouvrage* ou dans un délai de _____ jours suivant la réception du paiement du *client* par l'*architecte*, selon la première éventualité.

Cet article, lorsqu'il est lu avec la CG 4.2, vise à « faire dériver » vers l'expert-conseil la partie de l'obligation de l'architecte de refaire la conception sans honoraires additionnels si le budget de construction est dépassé d'un pourcentage supérieur au pourcentage spécifié. Le pourcentage sera généralement le même que celui qui est prévu pour l'architecte dans le contrat principal, mais ce ne sera pas nécessairement toujours le cas. Inscrire le pourcentage convenu par les parties.

Articles A18

A18 Les adresses auxquelles seront envoyés les avis officiels écrits entre l'*expert-conseil* et l'*architecte* seront celles indiquées aux articles A2 et A3 de la présente convention.

Article A19

A19 Si, à n'importe quel moment pendant la prestation des *services*, l'*estimation du coût de construction* ou la plus basse soumission conforme ou la proposition négociée au plus bas prix dépasse le *budget de construction* pour *cette partie du projet* et que le dépassement est supérieur à _____ %, les dispositions de la CG 4.2 s'appliqueront.

Si, à n'importe quel moment pendant la prestation des services, l'estimation du coût de construction ou la plus basse soumission conforme ou la proposition négociée au plus bas prix dépasse le budget de construction pour cette partie du projet et que le dépassement est supérieur à _____ %, les dispositions de la CG 4.2 s'appliqueront.

Article A20 and A21

A20 La police d'assurance responsabilité professionnelle que doit détenir l'*expert-conseil* en vertu de la CG 10.1 sera sur une base de réclamations et comprendra une limite de garantie d'au moins _____ \$ par réclamation, jusqu'à concurrence d'au moins _____ \$ par année. Cette police doit être maintenue en continu du début de la prestation des *services* et, sous réserve de sa disponibilité, pendant au moins trois ans suivant la date à laquelle l'ouvrage est *prêt pour l'occupation*. L'*architecte* reconnaît que le montant réel de l'assurance disponible à un moment donné en vertu d'une police à base de réclamations dépendra du montant global de toutes les réclamations faites pendant cette année.

[OU]

A21 Le *client* souscrira une police d'assurance responsabilité professionnelle particulière pour le projet, tel que décrit dans le *contrat principal* et il en paiera la prime.

[Rayer la clause A20 ou A21, selon le cas.]

Les dispositions relatives à l'assurance responsabilité professionnelle prévues en vertu du présent contrat seront généralement les mêmes que celles qui sont prévues pour l'architecte en vertu du contrat principal, mais ce ne sera pas nécessairement toujours le cas. Inscrire les limites d'assurance requises à la clause A20 et rayer la clause A21, ou rayer la clause A20, selon le cas.

Article 22

A22 La responsabilité de l'*expert-conseil* en vertu de la CG 9.1.2 sera limitée à _____ \$.

La limite de responsabilité de l'expert-conseil en vertu du présent contrat sera généralement la même que celle de l'architecte en vertu du contrat principal, mais ce ne sera pas nécessairement toujours le cas. Inscrire le montant de la limite convenu par les parties. .

Article 23

A23 L'assurance responsabilité générale que doit détenir l'*expert-conseil* en vertu de la CG 10.2 aura des limites de garantie d'au moins _____ \$ par événement. Les certificats d'assurance attestant que l'*expert-conseil* respecte les dispositions des articles A20 et A23 sont joints au présent contrat en tant qu'Appendice 2.

Les dispositions relatives à l'assurance responsabilité générale en vertu du présent contrat seront généralement les mêmes que celles qui sont prévues pour l'architecte en vertu du contrat principal, mais ce ne sera pas nécessairement toujours le cas. Inscrire la limite d'assurance responsabilité générale sur laquelle se sont entendues les parties.

Article A24

A24 Le présent contrat est régi par les mêmes lois que le *contrat principal*.

Article A25

A25 Le présent contrat constitue le contrat entier et total intervenu entre l'*architecte* et l'*expert-conseil* et remplace les négociations, conventions ou contrats antérieurs, écrits ou verbaux. Il ne peut être modifié que par un écrit signé par l'*architecte* et l'*expert-conseil*.

Signature Page

Architecte

(Nom de l'architecte)

(Signature)

(Nom et titre du signataire)

(Signature)

(Nom et titre du signataire)

Témoin

(Signature)

(Nom et titre du signataire)

Expert-conseil

(Nom de l'expert-conseil)

(Signature)

(Nom et titre du signataire)

(Signature)

(Nom et titre du signataire)

Témoin

(Signature)

(Nom et titre du signataire)

Inscrire les noms légaux de l'architecte et de l'expert-conseil (les mêmes qu'aux articles A2 et A3), ainsi que le nom et le titre du ou des représentants autorisés à signer. Les personnes autorisées à signer doivent examiner tout le contrat et ses annexes, regroupés sous une couverture officielle, avant de signer en la présence d'un témoin. Il n'est pas nécessaire que le témoin des deux parties soit la même personne et il n'est pas nécessaire que les signatures soient apposées à la même date. Les signataires peuvent inclure une date avec leur signature, mais la date du contrat est déterminée uniquement par la date énoncée à l'article A1.

S'assurer que le sceau d'autorisation de l'IRAC est apposé sur les copies originales signées. Les parties peuvent aussi apposer le sceau de leur entreprise (pas le sceau professionnel de l'architecte) s'il y a lieu. Au besoin, joindre une copie de la résolution autorisant une personne à agir au nom d'une firme ou d'une autre entité.

La bonne exécution du contrat est essentielle pour officialiser l'entente convenue entre les parties. Il est important de le faire avant le début des services.

Définitions

Les définitions contenues dans le *contrat principal* s'appliquent au présent contrat, sauf pour les termes suivants où les définitions qui suivent s'appliquent. Tout mot utilisé au singulier peut avoir le sens du pluriel lorsque le contexte l'exige.

Les termes définis ont des significations particulières dans le Document Neuf. La plupart des termes qui sont définis dans le Document Six ont la même définition dans le présent contrat. Toutefois, certains termes ont une signification différente ou n'apparaissent pas dans le Document Six. Ces termes sont définis ici. À des fins d'uniformité et de clarté, les termes définis dans le Document Six ou dans le document Neuf sont écrits en italique chaque fois qu'ils apparaissent dans le Document Neuf. Lorsque vous remplissez les Annexes, et lorsque vous préparez des conditions supplémentaires au Document Neuf, veuillez utiliser les termes définis de manière cohérente et les mettre en italique.

Pour de l'information sur les termes qui apparaissent dans le présent contrat, mais qui sont définis dans le contrat principal, veuillez consulter le Guide d'utilisation du Document Six de l'IRAC.

Additional Services

Les *services additionnels* sont les services qui ne sont pas inclus comme *services* devant être fournis par l'*expert-conseil* à l'Annexe A – Services de l'expert-conseil au moment de la conclusion du présent contrat, mais qui, avec le consentement écrit de l'*architecte* et de l'*expert-conseil*, sont ultérieurement ajoutés aux *services* énumérés à l'Annexe A – Services de l'expert-conseil.

Lorsqu'il est déterminé que des services additionnels doivent être fournis, qu'ils découlent ou non des services additionnels du contrat principal, préparer un document qui détermine et décrit la ou les modifications à la portée des services et les honoraires additionnels correspondants pour signature par les parties. C'est une procédure semblable, en principe, à celle de l'avenant de modification dans un contrat de construction. Ce document doit faire référence au contrat pour lier les parties aux modalités du contrat par rapport au service additionnel. Si les services additionnels sont de grande portée, il conviendra peut-être de préparer un contrat distinct ou de résilier le contrat original et d'en préparer un nouveau.

Expert-conseil

L'*expert-conseil* est la personne ou l'entité désignée comme tel à l'article A3 de la convention.

Autres experts-conseils

Les *autres experts-conseils* sont les personnes ou les entités, autres que l'*expert-conseil* désigné à l'article A3 de la convention, qui sont engagés par le *client* ou par l'*architecte* pour offrir des services spécialisés ou des services supplémentaires à ceux qui sont fournis par l'*architecte* et l'*expert-conseil*.

Contrat principal

Le *contrat principal* est le contrat signé entre l'*architecte* et le *client*, tel que mentionné à l'article A5 de la convention.

Services

Les *services* sont les services indiqués à l'Annexe A – Services de l'expert-conseil, y compris les services fournis par l'*expert-conseil*, ses employés et tout *expert-conseil* engagé en sous-traitance par l'*expert-conseil*.

Cette partie du projet

L'expression *cette partie du projet* renvoie aux éléments, systèmes ou composantes du *projet* auxquels s'appliquent la discipline ou les qualifications de l'*expert-conseil* et pour lesquels les *services* sont fournis, comme indiqué à l'article A4 de la convention.

General Conditions

GC0 *Préambule – Voir le contrat principal*

L'article A9 de la convention prévoit que les dispositions applicables du contrat principal s'appliquent au présent contrat. À cette fin, les présentes conditions générales (CG) portent les mêmes titres et la même numérotation que celles du contrat principal. Lorsqu'il est indiqué « voir le contrat principal » pour une CG donnée (CG0, CG6, CG 7, CG 11, CG 14 et CG 15), les dispositions de ces CG dans le contrat principal sont considérées comme s'appliquant au présent contrat sous réserve que le nom des parties soit remplacé tel qu'indiqué pour tenir compte du contexte du présent contrat. Toutefois, les dispositions des CG du contrat principal qui ne peuvent s'appliquer au contexte du présent contrat ne sont pas considérées comme étant transférables.

- | | |
|-----|---|
| 0.1 | Dans les présentes conditions générales, les mots « voir le contrat principal » font référence aux CG correspondantes du contrat principal, qu'il faut toutefois modifier pour remplacer le terme <i>architecte</i> par le terme <i>expert-conseil</i> et le terme <i>client</i> par le terme <i>architecte</i> lorsqu'ils sont utilisés. |
|-----|---|

GC1 *Responsabilités et étendue des services de l'expert-conseil*

Les CG comme celle-ci comprennent des dispositions particulières qui visent à remplacer les dispositions semblables qui seraient autrement considérées comme « dérivant » du contrat principal. Cette CG, et les autres comme celle-ci, traitent d'exceptions aux dispositions du contrat principal ou reformulent des dispositions qui seraient autrement considérées comme « dérivant » du contrat principal. Les dispositions considérées comme étant particulièrement importantes, ou celles qui bénéficieraient de la plus grande clarté d'une reformulation dans le contexte du présent contrat sont généralement reformulées.

- | | |
|-----|--|
| 1.1 | L' <i>expert-conseil</i> doit : |
| .1 | fournir les <i>services</i> désignés à l'Annexe A – Services de l'expert-conseil comme relevant de la responsabilité de l' <i>expert-conseil</i> pour <i>cette partie du projet</i> , qui font partie des responsabilités de l' <i>architecte</i> envers le <i>client</i> en vertu du <i>contrat principal</i> , |
| .2 | autoriser, par écrit, une personne à agir en son nom (en l'absence d'une telle autorisation, le signataire de la convention est considéré comme étant le représentant autorisé de l' <i>expert-conseil</i>), |
| .3 | engager, s'il y a lieu, les <i>sous-experts-conseils</i> mentionnés à l'article A11 de la convention en vertu de contrats qui intègrent les modalités applicables du présent contrat, |
| .4 | fournir les <i>services</i> d'une manière, selon une séquence et au moment qui permettent leur coordination avec ceux de l' <i>architecte</i> et des <i>autres experts-conseils</i> du projet, |
| .5 | fournir des copies d'étape des <i>instruments de service</i> et d'autres informations que l' <i>expert-conseil</i> a la responsabilité de fournir à l' <i>architecte</i> et aux <i>autres experts-conseils</i> , à des fins d'examen et de coordination, |
| .6 | coordonner tous les aspects de <i>cette partie du projet</i> et se familiariser avec les aspects du <i>projet</i> conçu par l' <i>architecte</i> et les <i>autres experts-conseils</i> , s'il y a lieu, pour assurer la bonne coordination de <i>cette partie du projet</i> , |
| .7 | coopérer avec l' <i>architecte</i> pour déterminer la juste part de l' <i>estimation du coût de construction</i> devant être allouée à <i>cette partie du projet</i> , |
| .8 | s'assurer d'inclure l' <i>architecte</i> dans toutes les communications de l' <i>expert-conseil</i> avec le <i>client</i> , le <i>constructeur</i> et les <i>autres experts-conseils</i> , sauf si l' <i>architecte</i> autorise par écrit qu'il en soit autrement, |
| .9 | être un contractant indépendant pour <i>cette partie du projet</i> , être responsable des méthodes et moyens utilisés dans la prestation des <i>services</i> prévus au présent contrat, et ne doit pas être un employé, un agent ou un associé de l' <i>architecte</i> , ni n'avoir formé un consortium avec ce dernier. |

GC 2 Services additionnels

Les services additionnels devant être fournis par l'expert-conseil devraient normalement, mais pas nécessairement dans tous les cas, faire l'objet d'une entente écrite entre le client et l'architecte en vertu des dispositions du contrat principal, avant de devenir des services additionnels en vertu du présent contrat. Il est impératif et dans l'intérêt de l'architecte et du client, que l'expert-conseil ne rende jamais aucun service allant au-delà de la portée des services indiqués dans l'Annexe A sans le consentement écrit préalable de l'architecte. Les services fournis sans ce consentement ne sont pas des services additionnels par définition et en conséquence, l'architecte n'a aucune obligation de les facturer au client ou de les payer à l'expert-conseil.

- | | |
|-----|--|
| 2.1 | Dès qu'il réalise que des <i>services additionnels</i> sont requis, l' <i>expert-conseil</i> ou l' <i>architecte</i> en avise promptement l'autre partie en expliquant les faits et les circonstances. |
| 2.2 | L' <i>expert-conseil</i> ne peut fournir des <i>services additionnels</i> qu'après la conclusion d'une entente écrite à cette fin entre lui et l' <i>architecte</i> . |

GC 3 Responsabilités de l'architecte

À la différence de l'édition antérieure du Document Neuf, l'utilisation d'une Annexe A – Services de l'expert-conseil est essentielle dans la présente édition. Remplir l'Annexe A pour décrire les services selon le niveau de détails jugé approprié.

- | | |
|-----|--|
| 3.1 | Les responsabilités de l' <i>architecte</i> sont celles qui sont indiquées comme telles dans l'Annexe A – Services de l'expert-conseil. |
| 3.2 | L' <i>architecte</i> doit : <ul style="list-style-type: none"> .1 autoriser, par écrit, une personne à agir en son nom et définir l'étendue des pouvoirs de cette personne, au besoin (en l'absence d'une telle autorisation, le signataire de la convention est considéré comme étant le représentant autorisé de l'<i>architecte</i>); .2 être le professionnel chargé de la coordination qui : <ul style="list-style-type: none"> .1 gère les communications entre tous les <i>experts-conseils</i> mentionnés dans le <i>contrat principal</i>, .2 donne des instructions à tous les <i>experts-conseils</i> mentionnés dans le <i>contrat principal</i> au besoin, pour donner effet à toutes les décisions de conception, .3 examine les <i>services</i> de tous les <i>experts-conseils</i> mentionnés dans le <i>contrat principal</i> pour cerner les éléments de préoccupation et s'assure que les <i>experts-conseils</i> suivent les instructions. |

GC 4 Budget de construction et estimation du coût de construction pour cette partie du projet

L'expert-conseil et l'architecte doivent comprendre clairement leurs responsabilités mutuelles par rapport au budget de construction et aux estimations du coût de construction. Ces responsabilités sont en grande partie les mêmes que dans le contrat principal, mais elles sont ici reformulées en raison de leur importance et pour une plus grande clarté. De manière particulière, l'expert-conseil doit être conscient des obligations qui lui sont attribuées dans cette CG dans l'éventualité où l'estimation du coût de construction pour la partie du projet dont il est responsable excède le budget de construction prévu.

- | | |
|-----|---|
| 4.1 | L'évaluation initiale du <i>budget de construction</i> par l' <i>expert-conseil</i> et toutes les <i>estimations du coût de construction</i> préliminaires ou mises à jour que peut préparer l' <i>expert-conseil</i> pour <i>cette partie du projet</i> représentent le meilleur jugement de l' <i>expert-conseil</i> . Toutefois, l' <i>expert-conseil</i> ne peut garantir ou affirmer que la plus basse soumission conforme ou la proposition négociée au plus bas prix ne s'écarteront pas de l' <i>estimation du coût de construction</i> et du <i>budget de construction</i> pour <i>cette partie du projet</i> . |
| 4.2 | Si, à quelque moment, l' <i>estimation du coût de construction</i> ou la plus basse soumission conforme ou la proposition négociée au plus bas prix excède le <i>budget de construction</i> pour <i>cette partie du projet</i> de plus que le pourcentage établi à l'article A19 de la convention, les dispositions suivantes s'appliquent : <ul style="list-style-type: none"> .1 si le <i>client</i> opte pour coopérer avec l'<i>architecte</i> pour diminuer la portée ou la qualité de <i>cette partie du projet</i>, et .2 que le dépassement n'est pas dû à des conditions extraordinaires du marché ou à d'autres facteurs que l'<i>expert-conseil</i> n'aurait pu raisonnablement prévoir ou à des facteurs qui ne relèvent pas de son contrôle, .3 l'<i>architecte</i> peut demander à l'<i>expert-conseil</i> de modifier la conception ou les <i>documents de construction</i> ou de fournir d'autres <i>services</i>, s'il y a lieu, pour réduire l'<i>estimation du coût de construction</i> pour <i>cette partie du projet</i> et la ramener dans les limites du pourcentage excédentaire du <i>budget de construction</i> prévu à l'article A19 de la convention, auquel cas l'<i>expert-conseil</i> exécute ces <i>services</i> sans honoraires additionnels. Ce sera la limite de la responsabilité de l'<i>expert-conseil</i> en vertu de la présente CG 4.2. |

GC 5 Rôle et autorité de l'expert-conseil pendant la construction

L'expert-conseil et l'architecte doivent avoir une même compréhension de la mesure dans laquelle le rôle et l'autorité de l'architecte pendant la construction sont délégués à l'expert-conseil pour la partie du projet dont l'expert-conseil est responsable, tel que décrit dans cette CG. La plupart de ces dispositions sont semblables à celles du contrat principal, mais pas toutes.

- 5.1 L'expert-conseil aide l'architecte à administrer le *contrat de construction*.
- 5.2 L'expert-conseil n'est pas l'agent autorisé ou le représentant de l'architecte ou du *client* aux fins du *contrat de construction*.
- 5.3 L'expert-conseil :
 - .1 effectue une *surveillance générale* de l'ouvrage pour *cette partie du projet*;
 - .2 est, en première instance, l'interprète du *contrat de construction* pour *cette partie du projet* et rend des interprétations et des conclusions écrites impartiales et compatibles avec l'intention des *documents de construction*,
 - .3 a l'autorité de refuser des travaux non conformes aux exigences du *contrat de construction* pour *cette partie du projet*,
 - .4 a l'autorité de demander une inspection spéciale ou des essais sur des travaux pour *cette partie du projet*, que ces travaux aient été ou non fabriqués, installés ou achevés,
 - .5 a l'autorité de demander des rajustements mineurs à l'ouvrage pour *cette partie du projet* qui sont compatibles avec l'intention du *contrat de construction*, lorsque ces rajustements ne supposent pas un rajustement du *coût de construction* ou une prolongation du délai prévu au *contrat de construction*.
- 5.4 L'expert-conseil aide l'architecte dans l'évaluation des demandes de paiement du *constructeur* et la délivrance des certificats de paiement. La recommandation de l'expert-conseil à l'architecte quant au droit du *constructeur* de recevoir le paiement pour l'ouvrage de *cette partie du projet* signifie que l'expert-conseil, en se basant sur les observations faites au cours de sa *surveillance générale* de l'ouvrage de *cette partie du projet* et sur l'examen de la liste des valeurs et de la demande de paiement présentées par le *constructeur*, est en mesure d'affirmer que l'ouvrage a progressé jusqu'au point indiqué; qu'à sa connaissance, selon l'information dont il dispose et selon ses croyances, l'ouvrage tel qu'il a pu l'observer dans le cadre de sa *surveillance générale* est en conformité générale avec le *contrat de construction*, et que le *constructeur* a droit à un paiement égal au montant qu'il recommande. Les examens et les recommandations de l'expert-conseil à cette fin doivent être effectués en temps opportun afin que l'architecte ait suffisamment de temps pour remplir ses propres obligations à cet égard.
- 5.5 L'expert-conseil n'est pas responsable :
 - .1 des actes ou omissions du *constructeur*, des sous-traitants, des fournisseurs ou de toute autre personne qui exécute quelque partie de l'ouvrage, ni de leur défaut d'exécuter l'ouvrage en conformité avec les *documents de construction*, et il n'est pas responsable non plus de la découverte de tels actes ou omissions,
 - .2 des moyens, méthodes, techniques, calendriers, séquences ou procédures de construction, ni des mesures et programmes de sécurité nécessaires à l'exécution de l'ouvrage, et il n'a ni le contrôle, la charge ou la supervision de ceux-ci,
 - .3 de toute question découlant de *substances ou matières toxiques ou dangereuses*,
 - .4 de l'information fournie par les fabricants de produits,
 - .5 de la prestation de *services* qui supposent une modification importante des *documents de construction*, à l'exception des *services* prévus à la clause CG 7.3 du *contrat principal* ou des *services additionnels*.

GC 6 Utilisation des documents – Voir le contrat principal

Les dispositions relatives à l'utilisation des documents du présent contrat sont considérées comme « dérivant » de celles du contrat principal. Ainsi, les droits et obligations des experts-conseils par rapport aux instruments de service qu'ils ont préparés sont semblables à ceux de l'architecte par rapport aux instruments de service qu'il a préparés.

GC 7 Norme de diligence – Voir le contrat principal

Les dispositions relatives à la norme de diligence du présent contrat sont considérées comme « dérivant » de celles du contrat principal. Ainsi, l'expert-conseil, s'il est un professionnel, est tenu d'exercer la même norme de diligence qu'en est tenu l'architecte en vertu du contrat principal. Les dispositions du contrat principal relativement aux avis écrits s'appliquent également au présent contrat.

GC 8 Indemnisation

Les dispositions relatives à l'indemnisation du présent contrat sont identiques à celles du contrat principal. À cause de leur importance juridique et dans un but de plus grande clarté, elles sont reformulées ici plutôt que d'être simplement considérées comme « dérivant » du contrat principal.

- 8.1 Sous réserve des limitations de responsabilités prévues à la clause CG 9, l'*expert-conseil* et l'*architecte* doivent s'indemniser l'un l'autre et se tenir à couvert des réclamations, mises en demeure, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures relatifs aux réclamations de tierces parties, à la condition que ces réclamations soient attribuables à :
- .1 la prestation négligente des *services* rendus par l'*expert-conseil* ou par ceux dont l'*expert-conseil* est responsable en vertu de la loi,
 - .2 une rupture du présent contrat par la partie de laquelle l'autre partie cherche à être indemnisée.
- 8.2 La présente CG 8 demeure en vigueur après la suspension, la résiliation ou l'achèvement du présent contrat.

GC 9 Limitations de responsabilité

Les dispositions relatives aux limitations de responsabilité du présent contrat sont identiques à celles du contrat principal, sauf que le montant réel des limitations en dollars pourrait varier selon la couverture d'assurance fournie ou le montant indiqué dans la convention pour ce contrat. Pour cette raison, la CG est reformulée plutôt que d'être simplement considérée comme « dérivant » du contrat principal.

- 9.1 Le montant total des réclamations, qu'elles soient de nature contractuelle ou délictuelle, que l'*architecte* fait ou peut faire valoir contre l'*expert-conseil*, de quelque façon et qui découlent des obligations et des responsabilités de l'*expert-conseil* ou s'y rapportent, y compris celles qui découlent de la clause CG 8 Indemnisation, sont limitées au moindre des montants suivants :
- .1 le montant de la limite de garantie prévue à l'article A20 ou A21 de la convention qui est disponible au moment de la réclamation, ou
 - .2 le montant indiqué à l'article A22 de la convention.
- 9.2 L'*expert-conseil* n'est pas responsable, de manière contractuelle ou délictuelle pour :
- .1 des modifications apportées à la conception ou aux *documents de construction* de l'*expert-conseil* par l'*architecte*, le *client*, le *constructeur*, ou d'autres tierces parties sans l'approbation écrite de l'*expert-conseil*,
 - .2 les actes, omissions ou erreurs de l'*architecte*, du *client*, des *autres experts-conseils*, du *constructeur* ou des autres tierces parties engagées par l'*architecte* ou le *client*,
 - .3 le résultat de toute interprétation ou conclusion que l'*expert-conseil* a formulée de bonne foi conformément aux *documents de construction*.
- 9.3 La responsabilité de l'*expert-conseil* et de l'*architecte* par rapport à une réclamation envers l'autre, qu'elle soit de nature contractuelle ou délictuelle, est limitée aux dommages directs seulement et aucune des parties n'assume de responsabilité de quelque nature pour une perte ou un dommage incident ou indirect subi par l'autre partie.

GC 10 Assurance

Les dispositions relatives à l'assurance du présent contrat sont semblables à celles du contrat principal, sauf que les limites d'assurance pourraient varier, selon les montants indiqués dans la convention pour ce contrat. Normalement, on devrait s'attendre à ce que l'*expert-conseil* maintienne une assurance responsabilité professionnelle et une assurance responsabilité générale dont les limites ne sont pas inférieures à celles qui sont requises de l'architecte dans le contrat principal.

- 10.1 Sauf si le *client* souscrit une assurance responsabilité professionnelle distincte pour le projet et en paie la prime, comme indiqué à l'article A21 de la convention, l'*expert-conseil* doit détenir une assurance responsabilité professionnelle dont la limite de garantie est d'au moins le montant indiqué à l'article A20 de la convention.
- 10.2 L'*expert-conseil* doit détenir une assurance responsabilité générale dont les limites sont d'au moins les montants indiqués à l'article A23 de la convention, de la date du début de la prestation des *services* jusqu'à un an suivant la date à laquelle l'*ouvrage est prêt pour l'occupation*.
- 10.3 L'*expert-conseil* doit exiger que tous les *sous-experts-conseils* qu'il engage détiennent de l'assurance responsabilité professionnelle et de l'assurance responsabilité générale.
- 10.4 Sur demande, les polices d'assurances de l'*expert-conseil* et des *sous-experts-conseils* engagés par l'*expert-conseil* seront mises à la disposition de l'*architecte* à des fins d'inspection.
- 10.5 La présente CG 10 demeure en vigueur après la suspension, la résiliation ou l'achèvement du présent contrat.

GC 11 Résiliation et suspension – Voir le contrat principal

Les dispositions relatives à la résiliation et à la suspension présent contrat sont considérées comme « dérivant » du contrat principal. Ainsi, les droits et obligations respectifs de l'expert-conseil et de l'architecte par rapport à la résiliation et à la suspension en vertu du présent contrat sont les mêmes que les droits et obligations respectifs de l'architecte et du client en vertu du contrat principal.

GC 12 Paiements à l'expert-conseil

Les dispositions relatives aux paiements du présent contrat ne sont pas les mêmes que celles du contrat principal. Comme il est indiqué à l'article A17 de la convention, le contrat exige que l'architecte envoie une facture au client au nom de l'expert-conseil après avoir reçu la facture de ce dernier. L'obligation de l'architecte de payer la facture de l'expert-conseil dépend de la réception du paiement du client pour les services attribuables à l'expert-conseil, que l'architecte ait reçu le paiement en entier ou en partie.

- | | |
|------|--|
| 12.1 | L' <i>expert-conseil</i> envoie une facture à l' <i>architecte</i> pour les <i>services</i> rendus et les <i>frais remboursables</i> engagés en se basant, selon le cas, sur : |
| .1 | l'échelonnement des honoraires à montant forfaitaire ou à pourcentage selon les phases des <i>services</i> , tel qu'indiqué à l'article A13 de la convention et en proportion de l'avancement des <i>services</i> dans chaque phase, |
| .2 | les tarifs horaires indiqués à l'Annexe C – Tarifs horaires |
| .3 | les <i>frais remboursables</i> indiqués à l'Annexe B – Frais remboursables. |
| 12.2 | Si, pour quelque raison, le <i>client</i> ne paie pas en entier la facture de l' <i>architecte</i> , l' <i>architecte</i> doit payer à l' <i>expert-conseil</i> cette portion de la facture de l' <i>architecte</i> au <i>client</i> qui est attribuable à l' <i>expert-conseil</i> et pour laquelle l' <i>architecte</i> a reçu paiement du <i>client</i> . |
| 12.3 | Si la législation sur les privilèges applicable à l' <i>emplacement de l'ouvrage</i> l'exige, les paiements de l' <i>architecte</i> à l' <i>expert-conseil</i> peuvent faire l'objet d'une retenue obligatoire. |

GC 13 Honoraires à pourcentage

Les dispositions relatives au calcul des honoraires à pourcentage sont les mêmes que celles du contrat principal, sauf que les calculs sont basés sur le coût de cette partie du projet. Pour cette raison, et pour plus de clarté, elles sont reformulées ici plutôt que d'être simplement considérées comme « dérivant » du contrat principal.

- | | |
|------|---|
| 13.1 | La présente clause GC 13 s'applique seulement si les honoraires ou une partie des honoraires de l' <i>expert-conseil</i> sont établis à pourcentage tel qu'indiqué à l'article A12 de la convention. |
| 13.2 | Les honoraires à pourcentage sont calculés sur la base des montants suivants : |
| .1 | avant qu'une <i>estimation du coût de construction</i> n'ait été établie, les honoraires sont basés sur le <i>budget de construction</i> pour <i>cette partie du projet</i> au moment de la facture, |
| .2 | après qu'une <i>estimation du coût de construction</i> a été établie, les honoraires sont basés sur l' <i>estimation du coût de construction</i> de <i>cette partie du projet</i> au moment de la facture |
| .3 | après la conclusion du <i>contrat de construction</i> , les honoraires sont basés sur le <i>coût de construction</i> de <i>cette partie du projet</i> au moment de la facture. |
| 13.3 | Les honoraires ne feront l'objet d'aucun rajustement rétroactif basé sur des diminutions ou des augmentations du <i>budget de construction</i> ou de l' <i>estimation du coût de construction</i> au fur et à mesure de l'avancement des <i>services</i> . |
| 13.4 | Si le client fournit de la main-d'œuvre ou des matériaux à des prix inférieurs à ceux du marché pour <i>cette partie du projet</i> , les montants servant à établir les honoraires seront rajustés pour correspondre à ce qu'ils auraient dû être si la main-d'œuvre et les matériaux avaient été payés aux prix courants au moment de la construction. |

GC 14 Règlement des différends – Voir le contrat principal

Les dispositions relatives au règlement des différends du présent contrat sont considérées comme « dérivant » du contrat principal. Ainsi, les procédures de résolution des différends entre l'expert-conseil et l'architecte sont exactement les mêmes que pour un différend entre l'architecte et le client. Dans certains cas, il est possible qu'un différend entre l'architecte et l'expert-conseil inclue le client ou qu'un différend entre l'architecte et le client inclue l'expert-conseil. Pour cette raison, il est utile d'avoir les mêmes dispositions à cet égard dans les deux contrats. À la différence de l'édition antérieure du Document Neuf, le document CCDC 40 – Règles de médiation et d'arbitrage pour les différends relatifs aux travaux de construction auquel renvoie le Document Six s'applique également au présent contrat.

GC 15 *Conditions générales diverses – Voir le contrat principal*

Les conditions générales diverses du présent contrat sont considérées comme « dérivant » du contrat principal dans la mesure où elles sont applicables. Par exemple, la CG 15.2, sur le droit de « signer l'édifice au moyen d'une inscription ou autrement » ne s'applique généralement pas à un expert-conseil.